



MINUSCA

## NOTE D'INFORMATION

### L'OPERATION DES CASQUES BLEUS A BANGASSOU VISE LA STABILITE ET LE RETOUR DES DEPLACES

Bangui, 9 août 2017 – L'opération menée par les soldats de la paix de la MINUSCA à Bangassou (700 km à l'est de Bangui) se fait dans le respect du droit et vise la restauration de la sécurité ainsi que le retour des populations civiles déplacées dans la ville. "Ces forces sont dans la ville afin d'y restaurer l'ordre et la sécurité, de permettre à toute la population de pouvoir retourner en ville et d'y vivre", a indiqué le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Côte Ndayiragije.

Selon le porte-parole, deux personnes interpellées dans le cadre de l'opération par les soldats de la paix, "viennent d'être remises aux services gouvernementaux compétents en matière d'instruction, après leur transfert hier (mardi) à Bangui". La ville de Bangassou a été touchée par des violences ayant causé plusieurs victimes, y compris des casques bleus tués par des présumés anti-Balaka, ainsi que des milliers de déplacés.

Le porte-parole a ajouté que "la Force poursuit bon nombre d'opérations locales ou régionales", notamment des escortes de convois à vocation humanitaire ainsi que des patrouilles, dans le cadre de la protection des civils. "A Bangassou comme partout en Centrafrique, la population fait l'objet de toute l'attention et de la protection de la

Force”, a renchéri le Lt-Col. Ndayiragije.

Pour sa part, le porte-parole de la Police, le Lieutenant Salifou Konseiga, a fait part de la collaboration continue avec les forces de sécurité intérieure centrafricaines, notamment sur le recrutement de 500 policiers et gendarmes. “L’atelier de finalisation et de validation des outils pédagogiques pour la formation initiale de 500 élèves policiers et gendarmes se poursuit à Bangui. Au terme de cet atelier, lesdits outils seront officiellement remis aux autorités de tutelle”, a-t-il précisé. Le Lt. Konseiga a ajouté que le processus de recrutement est au stade des enquêtes de moralité, “étape obligatoire et importante pour avoir des résultats de qualité et des agents dignes de confiance”.

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a dénoncé les accusations portées contre la mission onusienne, selon lesquelles ses casques bleus auraient été complices d’un des belligérants lors des violences à Gambo, préfecture du Mbomou. “Les casques bleus ne disposent pas de base à Gambo et n’étaient pas présents lors des incidents en question”, a-t-il lancé. Monteiro a réitéré l’impartialité et le professionnalisme des casques bleus dont la mission en Centrafrique est de protéger les populations civiles, appuyer le retour à l’autorité de l’Etat sur l’ensemble du territoire et contribuer au retour à la stabilité dans le pays.

M. Monteiro a également mentionné la signature mercredi, par le Gouvernement centrafricain et les Nations Unies, du Plan cadre des Nations Unies pour l’aide au développement 2018-2021(UNDAF+). “Il s’agit d’un document important qui permettra à la MINUSCA et l’équipe-pays d’accompagner le Gouvernement, comme contribution aux priorités nationales exprimées dans le plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA)

2017-2021”, a ajouté Monteiro.

Le porte-parole a rappelé quelques activités relatives au mandat de la MINUSCA, notamment la destruction, lundi à Bossangoa, d’armes artisanales, munitions et engins explosifs qui avaient été remis volontairement par des ex-combattants, ainsi que la formation de 35 responsables, cette semaine à Bangui, dans le cadre de la mise en place des comités locaux de sécurité. Monteiro a conclu en précisant que “35 femmes et quatre enfants ont été victimes des abus et violations des droits de l’homme documentés par la MINUSCA entre le 3 et le 6 août 2017, dans la capitale et les préfectures”. Ces abus et violations, au nombre de 44, ont fait affecté un total de 81 victimes.